

La Gazette des Comores

*Paraît tous
les jours sauf
les week-end*

Quotidien Indépendant d'Informations Générales

26^{ème} année - N°4974 - Jeudi 09 Octobre 2025 - Prix : 200 Fc

CHU EL-MAAROUF :

À quand l'inauguration ?



Malgré l'achèvement des travaux, le principal hôpital du pays reste portes closes. Les Comoriens, impatients, s'interrogent : à quand l'ouverture de ce symbole de modernisation du système de santé national ?

Perché sur les hauteurs de Moroni, le nouveau Centre Hospitalier Universitaire El-Maarouf impressionne. Façades immaculées, larges baies

vitrées, bâtiments imposants de six étages, tout semble prêt. Mais derrière cette image de modernité, règne un silence pesant. L'inauguration, annoncée d'abord pour décembre 2024, puis juillet 2025, a été une nouvelle fois repoussée. « On a bâti le plus grand hôpital du pays, mais personne n'y est encore soigné », confie Saïd Ali. « On attend son ouverture avec espoir, surtout pour éviter les évacuations à l'étranger. »

LIRE SUITE PAGE 3

**Visitez le site de La Gazette
www.lagazettedescomores.com**

16 Rabioun-Thani 1447
Prières aux heures officielles
Du 06 au 10 Octobre 2025

Lever du soleil:

05h 47mn

Coucher du soleil:

18h 03mn

Fadjr : 04h 35mn

Dhouhr : 11h 59mn

Ansr : 15h 18mn

Maghrib: 18h 06mn

Incha: 19h 20mn



SANTÉ :

Deux structures sanitaires voient le jour à Anjouan

Le président Azali Assoumani a inauguré, ce mardi 7 octobre, deux nouvelles structures sanitaires à Anjouan. Il s'agit de l'hôpital pôle Mère-Enfant Sheikha Fatima bint Mubarak d'Ouani et du Centre de dialyse Sheikha Fatima de Hombo. Ces deux réalisations concrètes traduisent la volonté du gouvernement de placer l'humain au cœur du développement, tout en renforçant la coopération stratégique entre les Comores et les Émirats arabes unis.



Ces deux infrastructures, inaugurées le même jour sur l'île d'Anjouan, renforcent le système de santé comorien. Le Pôle Mère-Enfant de Ouani, flambant neuf, se distingue par sa capacité d'accueil de 20 lits, ses unités de soins intensifs et ses salles spécialisées en accouchement, gynécologie et stérilisation. Équipé des dernières technologies en néonatalogie, il va répondre à un besoin urgent, celui de réduire la mortalité maternelle et infantile dans le pays. Dans son allocution, le président Azali a insisté sur la portée humaine et stratégique de ce projet. « Ces infrastructures ne sont pas de simples édifices. Elles incarnent notre

volonté d'améliorer durablement la santé de notre population. »

La modernisation du secteur sanitaire n'est plus un luxe, mais une nécessité vitale pour la nation. « Soulager, traiter, et retenir », les patients sur le territoire, sont les maîtres mots de ce jour, à Mutsamudu et à Ouani. Non loin de là, à Hombo, le Centre de Dialyse

Sheikha Fatima représente un autre pas décisif vers l'autonomie médicale. Composé de huit unités ultramodernes de dialyse et d'une unité de traitement de l'eau, il garantit des soins de qualité pour les personnes atteintes d'insuffisance rénale, une pathologie longtemps synonyme de déplacements coûteux vers l'extérieur.

« Ce centre offrira une prise en charge digne et de proximité aux patients souffrant d'insuffisance rénale, leur évitant de quitter leur famille pour se soigner », a déclaré le chef de l'État. Les deux cérémonies respectivement tenues à Mutsamudu et Ouani, avaient mobilisé des centaines de personnes. Cette approche de proximité peut

illustrer une orientation du gouvernement « soigné chez soi, avec dignité et efficacité ». La cérémonie a également été marquée par une annonce symbolique. D'ici deux mois, les équipes médicales comoriennes seront en mesure de poser localement des fistules artérioveineuses, un acte chirurgical jusqu'ici réalisé à l'étranger. Cette avancée technique, bien que discrète, pourrait transformer durablement le paysage médical du pays : moins d'évacuations, moins de coûts, et plus de souveraineté sanitaire.

Notons que ces projets n'auraient pas vu le jour sans l'appui des Émirats Arabes Unis. Sous l'impulsion de Son Altesse Sheikha Fatima bint Mubarak, surnommée « Mère de la Nation », et en présence du Dr Maitha Salem Al Shamsi, ministre d'État émiratie, cette coopération illustre la profondeur d'un partenariat fondé sur la solidarité et la confiance. « Lorsque la coopération et l'amitié guident nos actions, nous construisons ensemble un avenir meilleur pour nos peuples », a souligné le président Azali, rendant hommage à ses partenaires arabes.

Younes



Projet Wamanga Wa Komor Avis de marché

NATURE DU MARCHÉ : SERVICE

POUVOIR ADJUDICATEUR : EXPERTISE FRANCE S.A.S.

OBJET DU MARCHÉ : L'étude de profilage de la diaspora comorienne en Océan Indien

REFERENCE DU MARCHÉ SUR PLACE (Plateforme des Achats de l'Etat

Français) : 25-MAPA-S128_RELANCE

LIEU D'EXECUTION : Union des Comores, d'autres pays de l'Océan indien et de l'Afrique de l'Est.

FINANCEMENT : Groupe AFD.

CONDITIONS DE PARTICIPATION : Toute personne (y inclus auto-entrepreneur) non exclue des financements du Groupe AFD et répondant aux critères d'éligibilité décrits dans le règlement de consultation.

CRITERES D'ATTRIBUTION :

Les critères de notation des offres se feront comme suit : Critère 1 : Prix des prestations (notation financière sur 30 points maximum) ; Critère 2 : Qualité technique sur 70 points).

Chaque offre technique, jugée conforme techniquement, se verra attribuer une note technique (NT sur 70 points maximum) par addition des notes pondérées obtenues sur chaque sous-critère.

Attribution

Une note globale (NG sur un maximum de 100 points) obtenue par addition des notes technique et financière (NG=NF+NT) sera attribuée à chaque offre évaluée techniquement et financièrement.

Le(s) soumissionnaire(s) ayant obtenu la note globale la plus élevée sera

(seront) considéré(s) comme ayant fourni l'offre économiquement la plus avantageuse et se verra (verront) attribuer le marché.

Le pouvoir adjudicateur peut ne pas donner suite à la consultation pour tout motif d'intérêt général.

PROCEDURE : Procédure adaptée ouverte.

CONDITION D'ACQUISITION DU DOSSIER DE CONSULTATION :

Le dossier de consultation est gratuit.

Pour l'obtenir, vous pouvez effectuer la demande en utilisant ce lien : <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2824618&orgAcronyme=s2d>

Vous pouvez aussi effectuer la demande de ce lien par email à l'adresse suivante : log.comores@expertisefrance.fr

RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES :

Toute demande d'informations complémentaires sur des points techniques ou administratifs du dossier devra être effectuée via l'adresse email : <https://www.marches-publics.gouv.fr> au plus tard 5 jours ouvrés avant

la date limite de remise des offres.

La date limite de soumission est fixée au 24/10/2025 à 14h00 (heure de Paris).

PROCEDURES DE RECOURS :

L'instance chargée des procédures de recours est le Tribunal administratif de Paris, 7 rue de Jouy, F-75004 Paris ; email : greffe.ta-paris@juradm.fr

Des renseignements sur l'introduction des recours peuvent être obtenus auprès du Greffe du Tribunal administratif de Paris, 7 rue de Jouy, F-75004 Paris ; e-mail : greffe.ta-paris@juradm.fr

CHU EL-MAAROUF :

À quand l'inauguration ?

Construit pour remplacer l'ancien hôpital des années 1950, devenu obsolète, le CHU El-Maarouf devait marquer un tournant. Démoli en 2017, il a laissé place à un complexe moderne, financé par l'État et ses partenaires, dont la Banque mondiale via le projet Compass. L'objectif : offrir des soins de qualité dans des spécialités jusqu'ici inexistantes aux Comores. S'étendant sur 42 000 m², le nouvel établissement prévoit près de 600 lits, des blocs opératoires ultramodernes, un centre d'imagerie performant, un service de maternité rénové et des laboratoires répondant aux standards internationaux. « Ce projet ne se limite pas à une construction. C'est une transformation du système de santé », expliquait un

cadre du ministère en 2023.

Pourtant, malgré l'achèvement des bâtiments, le projet semble désormais bloqué au stade des équipements. Plusieurs sources évoquent des retards administratifs, des lenteurs dans les procédures d'importation ou encore des problèmes de financement pour l'achat du matériel médical. « Le béton est prêt, mais sans lits, respirateurs ou scanners, impossible d'ouvrir », résume un ingénieur du chantier. Le gouvernement, de son côté, reste discret. Lors de sa visite en mai 2024, le président Azali Assoumani avait salué « l'avancée remarquable des travaux » et promettait une ouverture « dans les meilleurs délais ». Depuis, aucune date officielle n'a été communiquée.

L'attente pèse aussi bien sur la population que sur le personnel de santé. De nombreux médecins formés dans le cadre du projet Compass sont prêts à intégrer le CHU, mais restent affectés ailleurs faute d'ouverture. « Nous avons été formés sur les nouveaux équipements, mais sans leur installation, nos compétences restent inutilisées », regrette un jeune anesthésiste. Selon le ministère de la Santé, 20% du budget global du projet est dédié à la formation du personnel, un investissement considérable qui n'aura d'impact que si le matériel est livré et opérationnel.

La Banque mondiale a d'ailleurs rappelé dans son rapport de mars 2025 (P177646) l'importance de la transparence dans les marchés

publics et de la compatibilité des équipements avec les besoins réels du terrain. Car au-delà du bâtiment flambant neuf, les défis demeurent, garantir un approvisionnement stable en eau et en électricité, finaliser la gestion des déchets hospitaliers et assurer la maintenance des installations. Sans cela, les infrastructures risquent de se détériorer avant même d'accueillir leurs premiers patients. « Ce serait un immense gâchis que de laisser un tel hôpital se dégrader faute de coordination », alerte un ingénieur ayant participé au chantier.

Plus qu'une question technique, c'est désormais une question de volonté politique. L'ouverture du CHU El-Maarouf pourrait devenir un symbole fort d'un pays qui

modernise enfin son système de santé. Mais pour cela, il faut trancher, communiquer clairement et donner une date ferme. « Les Comoriens n'attendent pas un monument, mais un hôpital vivant », lance un médecin avec amertume. L'heure n'est plus à la contemplation. L'inauguration d'El-Maarouf ne serait pas seulement l'aboutissement d'un chantier. Ce serait le signe d'une nation qui choisit enfin d'assurer elle-même la santé de ses propres citoyens, en économisant plusieurs centaines de millions de francs dépensés chaque année pour des évacuations sanitaires évitables.

Mohamed Ali Nasra

SOMMET RUSSO-ARABE :

Moscou s'apprête à accueillir le monde arabe

La Fédération de Russie accueille du 09 au 15 octobre le premier sommet Russie – pays Arabes. Une initiative voulue et mise en place par le président Vladimir Poutine et ses homologues Arabes dont le chef de l'Etat comorien, Azali Assoumani qui y prendra part le 15 octobre. A cette occasion, la partie comorienne voudra mettre en avant les qualités de sa relation avec Moscou, qui a connu un regain d'intérêt ces derniers mois avec la promesse commune de l'ouverture prochaine d'une représentation diplomatique Russe à Moroni.

Un sommet qui sera l'occasion pour les deux parties de discuter des voies et moyens d'élargir leur coopération notamment dans le domaine écono-

mique, et subsidiairement le secteur énergétique où la Russie possède une certaine expertise, à un où les Comores sont en train d'opérer un virage vers les énergies renouvelables, en s'ouvrant aux autres sources moins polluantes. Une opportunité donc pour les deux partenaires de mettre sur la table de nombreuses questions d'intérêt commun alors que le monde est en pleine mutation géopolitique avec l'émergence de nouveaux pôles d'influence, qui met en concurrence la domination occidentale observée depuis la chute du mur de Berlin.

Outre le sommet des chefs d'Etat, qui se tiendra le 15 octobre, la partie Russe a organisé une série de rencontres et de visites pour les nombreux journalistes attendus sur place. Entre une visite de l'exposition des entreprises de la

République du Tatarstan (Usine d'hélicoptères de Kazan), et un déplacement vers le Théâtre académique national tatar Galiaskar Kamal. Les médias arabes auront l'occasion de s'imprégner des opportunités d'investissement qu'offre cette République qui fait partie des 89 entités qui composent la Fédération de Russie. Avant de repartir pour Moscou, les participants auront l'occasion de rencontrer le Président de la République du Tatarstan, M. Rustam Minnikhanov.

De retour dans la capitale, les journalistes feront une rencontre avec le Directeur général du Fonds d'investissement direct Russe, Kirill Dmitriev, avec comme thème « Le Moyen-Orient comme direction stratégique du Fonds. Projets communs russo-arabes dans l'infrastructure, l'énergie, l'industrie, la



pétrochimie, les télécommunications et les technologies Mécanismes de protection des investissements et réduction des risques ». Une occasion de connaître les intentions de ce fonds et des opportunités qu'il peut offrir pour accompagner le pays dans son plan Comores émergent à l'horizon 2030. Que ce soit sur le plan des

investissements direct ou encore sa place dans la stratégie africaine et arabe de la Fédération de Russie. Ces mêmes questions risqueront-elles de revenir lors de la rencontre avec le ministre des affaires étrangères, Sergey Lavrov en prélude à la préparation du sommet des chefs d'Etats.

Imtiyaz

Nioumadzaha Bambao inaugure son terrain de basket

Cofinancé par la diaspora de Nioumadzaha en France et l'ambassade de France aux Comores, le stade de basket a été inauguré lundi dernier en présence des autorités locales et de l'ambassadeur de France, Étienne Chapon.

Un rêve devenu réalité ». Le président de l'association Jeunes Volontaires de Nioumadzaha Bambao, Chayehoi Benali, n'a pas pu cacher son émotion lors de son discours au foyer des femmes de Mrapimba. C'est là, entre deux salves d'applaudissements, qu'il a retracé le long chemin parcouru depuis l'idée jusqu'à la concrétisation. Une aventure collective commencée il y a plusieurs mois, rendue possible grâce à une enveloppe de l'ambassade de France, qui a permis de clôturer et d'éclairer le terrain.

Mais ce terrain est bien plus qu'un simple lieu de rencontres

sportives. Il est devenu un symbole. Le fruit d'une collaboration entre la communauté de Nioumadzaha et l'ambassade de France et s'inscrit dans une dynamique plus large de promotion du sport comme levier de cohésion sociale. Et puisque le terrain leur est destiné, ce sont les jeunes eux-mêmes, âgés de 15-30 ans,

qui ont été mis à l'honneur.

Ils étaient là, au premier rang, témoins enthousiastes d'un moment qui pourrait bien marquer le début de leurs propres rêves sportifs. La Commission des jeunes de Nioumadzaha, organisatrice de l'évènement, a délibérément choisi de leur confier la place centrale, à



Nioumadzaha Bambao inaugure son terrain.

rebours des habitudes qui donnent souvent la priorité aux aînés, même dans des domaines où la jeunesse devrait naturellement s'exprimer.

Mohamed Elamine, président de la Commission, assume ce choix et regarde déjà vers l'avenir : « Peut-être que l'un des basketteurs qui représentera l'équipe nationale aux Jeux des îles de l'Océan indien en 2027 viendra de ce terrain. » Ce qui est sûr, c'est que le sélectionneur ne pourra pas compter sur l'ambassadeur de France pour faire gagner son équipe. Arrivé au village déjà chaussé de baskets, Etienne Chapon s'est prêté à une petite démonstration sur le terrain après la coupure du ruban. Deux tirs, deux échecs, et beaucoup de rires dans le public.

Lors de sa prise de parole plus tôt au foyer des femmes, il a salué la portée du projet, rappelant qu'« avec le sport, on apprend à vivre ensemble et à se dépasser ». Mais c'est une autre phrase qui a fait vibrer la salle

: lorsqu'il a évoqué ses origines marseillaises, il a eu droit à une standig ovation. Marseille, surnommé « la 5e île », abrite une importance communauté comorienne. Certains estiment qu'elle représenterait près de 10% de la population.

La cérémonie a eu son lot de moments officiels : discours, ruban, photos. Mais ce que beaucoup retiendront, c'est une scène inattendue, à l'écart du terrain. Après les festivités, l'ambassadeur a été invité dans la cuisine pour remercier les femmes du village qui avaient préparé un délicieux repas pour la circonstance (composé de tarots au lait de coco entre autres). Là, il s'est littéralement assis à même le sol, avec elles, devant des grosses marmites noircies, témoins du festin. Un geste sans protocole, mais profondément humain. Et peut-être, finalement, le plus marquant de la journée.

Toufè Maecha

COOPÉRATION :

L'AFD inaugure ses nouveaux locaux

Ce mardi 7 octobre, s'est tenue à Moroni, au siège de l'Agence Française de Développement (AFD) la cérémonie d'inauguration des nouveaux locaux de l'institution. L'occasion pour son nouveau directeur, Thierry Liabastre, de rappeler les liens historiques et profonds qui unissent l'AFD aux Comores. Une relation qui remonte aux années 60, à l'époque où l'agence opérait sous le nom de Caisse Centrale de Coopération Économique (CCCE), devenue plus tard la Caisse Française de Développement (CFD). Depuis 1992, l'institution agit sous son nom actuel, l'AFD, avec un engagement sans cesse renouvelé dans le pays.

Notre accord de siège avec l'Union des Comores, signé le 22 décembre 1978, témoigne de cette implantation ancienne. Je vous donne d'ailleurs rendez-vous dans trois ans pour célébrer le 50e anniversaire de cet accord », a déclaré d'emblée le directeur de l'AFD Thierry Liabastre. Et de poursuivre : « Historiquement, nos interventions, jusqu'en 1991, portaient principalement sur la construction d'infrastructures de base, via des prêts à

l'État. Aujourd'hui, notre action s'est considérablement diversifiée, avec un portefeuille de 24 projets financés par subvention, pour un montant total de 258 millions d'euros, dont 150 millions dans le cadre du Programme de Développement France-Comores (PDFC). »

Selon lui, l'AFD intervient aujourd'hui dans une dizaine de secteurs aux Comores : eau et assainissement, santé, éducation, gouvernance financière, agriculture, développement économique, aménagement du territoire, biodiversité, sans oublier les aides budgétaires. « Cette diversification étendue est, à mon sens, un cas unique au sein du réseau des agences de l'AFD. Cela illustre, s'il en était besoin, la singularité de l'Union des Comores. Ce grand nombre de projets, et leur diversité, ne nous laisse pas la possibilité de nous ennuyer », a-t-il ajouté avec humour. Le tout nouveau patron a précisé que les actions de l'AFD s'articulent autour de deux axes principaux notamment, la fourniture de services publics essentiels, notamment dans les domaines de la santé, de l'éducation, ainsi que le renforcement des capacités de gestion budgétaire des administrations publiques, pour qu'elles puissent à terme fonction-

ner de manière autonome. Et le soutien à l'emploi, à l'entrepreneuriat et au développement du secteur privé, en particulier par des projets ciblant les jeunes, les femmes, les populations éloignées de l'emploi, et les secteurs productifs comme l'agriculture et la pêche.

« Nos projets s'inscrivent dans une vision à long terme, avec un accent fort sur le capital humain, les infrastructures et les politiques publiques. Même si la majorité des projets sont lancés, le défi reste leur mise en œuvre rapide et efficace. À ce jour, près de 85 millions d'euros ont été décaissés, soit environ un tiers des engagements. Ce chiffre est encourageant, mais encore insuffisant pour répondre pleinement aux attentes de la population », a-t-il reconnu.

De son côté, le secrétaire général du gouvernement, Nour El-Fath Azali, a salué l'engagement renouvelé, concerté et durable de l'AFD aux côtés des Comores. « Le renforcement de votre ancrage physique à travers ces nouveaux locaux témoigne de votre volonté d'aller au-delà des approches classiques de l'aide au développement, souvent dominées par les études et les rapports. Bien que ces derniers soient essentiels pour un bon pilotage des pro-



L'AFD inaugure ses nouveaux locaux.

jets, notre pays attend aujourd'hui une coopération visible et concrète, qui transforme le quotidien des citoyens. Il ne s'agit plus seulement de penser le développement, mais de le construire », montre-t-il.

Selon lui cette coopération devait évoluer vers un appui renforcé à la mise en œuvre du Plan Comores Émergent (PCE) dont la réalisation nécessitera une réorientation de certaines priorités et objectifs des projets en cours, et une meilleure adéquation des futurs projets avec les objectifs stratégiques nationaux. L'ambition des Comores demeure à ses yeux « l'atteinte de la souveraineté économique », car les

Comores ont un potentiel incroyable qui est sa jeunesse dynamique, un patrimoine naturel riche, un potentiel géothermique, des cultures d'exportation, et un espace maritime immense, propice au développement d'une véritable filière économique autour des ressources halieutiques. Et de conclure en souhaitant que ces nouveaux bureaux de l'AFD deviennent un véritable quartier général d'une équipe engagée à faire de la coopération un tremplin vers l'autonomie et la prospérité du peuple comorien.

Nassuf Ben Amad

UNICEF MORONI (COMORES)

Maison des Nations Unies, BP 497 Moroni, Comores

unicef | pour chaque enfant

AVIS D'APPEL D'OFFRES N° LRPS- 2025-9200308

LRPS-2025-9200308 : Pour le recrutement d'un cabinet d'étude international

Les Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF) aux Comores, invite, par la présente, les soumissionnaires intéressés à présenter leurs propositions techniques et financières pour le recrutement d'un cabinet d'étude international.

Il s'agit d'un appel d'offres ouvert à toutes les entreprises enregistrées en Union des Comores, spécialisées dans le domaine d'entrepreneuriat.

IMPORTANT – INFORMATIONS ESSENTIELLES

Dans toute correspondance, rappeler la référence ci-dessous LRPS-2025-9200308 : Pour le recrutement d'un cabinet d'étude international

L'offre ne sera considérée que si le numéro de l'appel d'offres figure dans le mail du soumissionnaire

La date limite de dépôt des offres est fixée au **17 /10/2025 à 15h00** et seules les offres électroniques seront acceptées.

Les offres doivent comprendre une proposition technique et une proposition financière à soumettre par voie électronique aux adresses suivantes : comprocurement@unicef.org ; haliani@unicef.org; et copie à nabbas@unicef.org

Les dossiers obligatoires soumis par courrier électronique doivent mentionner en objet comme indique ci-dessous :

E-Mail 1 : LRPS-2025-9200308 offre technique
E-Mail 2 : LRPS-2025-9200308 offre financière

Le fichier de l'offre financière doit être sécurisé avec un mot de passe. Le soumissionnaire ne dévoilera ce mot de passe que sur demande formelle d'un agent autorisé par l'Unité Supply de l'UNICEF.

L'OUVERTURE NE SERA PAS PUBLIQUE.

Pour de plus amples informations sur l'appel d'offres, veuillez consulter le lien ci-dessous :

LRPS-2025-9200308 : Pour le recrutement d'un cabinet d'étude international (ungm.org)

Nouria Abbas

CAN 2025 :

Patrice Motsepe : "La CAN se jouera bel et bien au Maroc"

A Kinshasa, le président de la Confédération Africaine de Football a tranché sur la CAN 2025. Patrice Motsepe a affirmé lors de la 47e Assemblée Générale de la CAF que la compétition se déroulera au Royaume du Maroc comme prévu du 21 décembre 2025 au 18 janvier 2026.



À l'approche de la 35^e édition de la Coupe d'Afrique des Nations (CAN), des rumeurs circulaient sur un possible retrait de l'organisation du tournoi au Maroc, après les manifestations menées par le collectif de jeunesse GenZ 212. Pour rappel, depuis plusieurs semaines, un collectif de jeunes, organise des manifestations dans des villes comme Rabat, Casablanca et Tanger. Les revendications portent sur des sujets variés comme l'amélioration des services publics (éducation, santé), la transparence et la lutte contre la corruption, et plus généralement, une réforme du système institutionnel. Ces mobilisations ont provoqué des interrogations quant à la stabilité nécessaire pour assurer l'organisation d'un événement international de l'ampleur de la CAN.

Assemblée Générale de la CAF, le président de la Confédération africaine de football (CAF), Patrice Motsepe, a tranché net : la CAN 2025 se jouera bel et bien au Maroc. « J'avais des questions sur ce qui se passe au Maroc et sur notre position, et notre position est très claire : le Maroc est le plan A, le Maroc est le plan B, le Maroc est le plan C », a-t-il affirmé, balayant tout soupçon de transfert du tournoi. Et d'ajouter que : « Aucun

autre pays, ni alternative, ne figure sur la table ».

Il a aussi affirmé la confiance de la CAF en la capacité marocaine d'organiser « la CAN la plus réussie de l'histoire », en coopération avec l'État, la fédération locale, les citoyens marocains. Les dates du tournoi restent inchangées : du 21 décembre 2025 au 18 janvier 2026.

MY

Ce lundi lors de la 47e

La Gazette des Comores
BP 2216 Moroni - UNION DES COMORES
Tél. (269) 37-79-80 - 33 26 76

BULLETIN D'ABONNEMENT

Nom : _____
Prénom : _____
Adresse postale : _____ email : _____
Tél. : _____ Fax : _____ Mob : _____

Périodicité :
3 mois Montant : _____
6 mois Montant : _____
12 mois Montant : _____

Mode de règlement :
Espèces
Chèque n° _____
Virement bancaire réf. : _____

Moroni le,
Signature : _____

Tarifs d'abonnement
(Valable à compter du 1er janvier 2015)

	Mensuel		Trimestriel		Semestriel		Anuel	
	FC	Euro	FC	Euro	FC	Euro	FC	Euro
Comores	4 500	9	12 500	25	25 000	51	50 000	102
Etranger	6 000	12	17 000	35	32 000	65	62 500	127

UNICEF MORONI (COMORES)

Maison des Nations Unies, BP 497 Moroni, Comores

unicef | pour chaque enfant

AVIS D'APPEL D'OFFRES N° LRFP- 2025-9200283

LRFP-2025-9200283 : Pour les travaux de construction d'un réservoir d'eau a Mremani

Les Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF) aux Comores, invite, par la présente, les soumissionnaires intéressés à présenter leurs propositions techniques et financières pour les travaux de construction d'un réservoir d'eau a Mremani.

Il s'agit d'un appel d'offres ouvert à toutes les entreprises enregistrées en Union des Comores, spécialisées dans le domaine de construction de bâtiment.

IMPORTANT – INFORMATIONS ESSENTIELLES

Dans toute correspondance, rappeler la référence ci-dessous

LRFP-2025-9200283 : Pour les travaux de construction d'un réservoir d'eau a Mremani

L'offre ne sera considérée que si le numéro de l'appel d'offres figure dans le mail du soumissionnaire

Toute demande d'information ou clarification relative a ce dossier d'appel d'offres peut être envoyée aux adresses suivantes au plus tard le **13/10/2025 à 16h00** : comprocurement@unicef.org ; haliani@unicef.org; et copie à nabbas@unicef.org

La date limite de dépôt des offres est fixée au **15 /10/2025 à 15h00** et seules les offres électroniques seront acceptées.

Les offres doivent comprendre une proposition technique et une proposition financière a soumettre par voie électronique aux adresses suivantes : comprocurement@unicef.org ; haliani@unicef.org; et copie à nabbas@unicef.org

Les dossiers obligatoires soumis par courrier électronique doivent mentionner en objet comme indique ci-dessous :

E-Mail 1 : LRFP-2025-9200283 offre technique
E-Mail 2 : LRFP-2025-9200283 offre financière

Le fichier de l'offre financière doit être sécurisé avec un mot de passe. Le soumissionnaire ne dévoilera ce mot de passe que sur demande formelle d'un agent autorise par l'Unité Supply de l'UNICEF.

L'OUVERTURE NE SERA PAS PUBLIQUE.

Pour de plus amples informations sur l'appel d'offres, veuillez consulter le lien ci-dessous :

LRFP-2025-9200283 : Pour les travaux de construction d'un réservoir d'eau a Mremani (ungm.org)

Nouria Abbas

UNION DES COMORES
Unité-Solidarité-Développement

-----****-----
MINISTÈRE DES FINANCES DU BUDGET
ET DU SECTEUR BANCAIRE

Secrétariat Général



Projet d'Appui aux Systèmes d'Information de la Gouvernance Financière
(PAGF-SI)

Unité de Gestion de Projet (UGP)
AFD N° CKM 11 54 01 T

SERVICES DE CONSULTANT

Manifestations d'Intérêt

Le Ministère des Finances, du Budget et du Secteur Bancaire de l'Union des Comores a reçu un financement de l'Agence Française de Développement (l'AFD) pour financer le coût du Projet d'Appui aux Systèmes d'Information de la Gouvernance Financière (PAGF-SI) pour un montant de (10 000 000 euros) et le Ministère a l'intention d'utiliser une partie du montant de celui-ci pour effectuer les paiements au titre de ce présent marché « **Recrutement d'un cabinet Etude pour interfaçage du paiement via Mobil Banking** ».

Cet Appel à Manifestations d'Intérêt s'adresse aux cabinets internationaux et/ou nationaux éligibles, disposant d'une expertise confirmée dans les domaines suivants : (i) systèmes d'information et interopérabilité des plateformes de paiement électronique ; (ii) mobile Banking et services financiers numériques ; (iii) fiscalité numérique et e-gouvernement. Les missions attendues du cabinet incluent : (a) la réalisation d'une étude de faisabilité technique, juridique et opérationnelle en vue de l'interfaçage du Système de Gestion des Impôts et Taxes (SIGIT) avec les plateformes de Mobile Banking des banques et opérateurs de téléphonie mobile ; (b) la proposition d'une architecture fonctionnelle et sécurisée de l'interfaçage ainsi qu'un plan de mise en œuvre détaillé. La mise en œuvre de cette activité sera conduite sous la supervision du ministère des Finances, du Budget et du Secteur Bancaire en liaison avec la Direction Générale des Impôts et le Centre Informatique.

L'Unité de Gestion qui est chargée de la mise en œuvre du Projet d'Appui aux Systèmes d'Information de la Gouvernance Financière (PAGF-SI) invite les firmes à présenter leur candidature en vue de fournir les services décrits ci-dessus. Les Candidats éligibles intéressés doivent produire les informations démontrant qu'ils sont qualifiés et expérimentés pour réaliser les présents Services. A ce titre, ils peuvent justifier qu'ils possèdent des qualifications requises, les références de prestations récentes et similaire (documentation, référence de prestations similaires, expérience dans des missions comparables, disponibilité de personnel qualifié, etc).

Les critères d'éligibilité à un financement de l'AFD sont spécifiés à l'Article 1.3 des "Directives pour la Passation des Marchés financés par l'AFD dans les États étrangers", disponibles en ligne sur le site internet de l'AFD : <http://www.afd.fr>.

Les Candidats ne peuvent soumettre qu'une seule candidature en leur nom propre ou en Groupement. Si un Candidat (y compris le membre d'un Groupement) soumet ou participe à plusieurs candidatures, celles-ci seront éliminées. En revanche, un même Sous-traitant peut participer à plusieurs candidatures.

Si le Candidat est constitué en Groupement, la Manifestation d'Intérêt doit inclure :

* une copie de l'accord de Groupement conclu par l'ensemble de ses membres,

ou

* une lettre d'intention de constituer un Groupement, signée par tous ses membres et accompagnée d'une copie de l'accord de Groupement proposé.

En l'absence de ce document, les autres membres seront considérés

comme Sous traitants.

Les références et qualifications des Sous traitants ne sont pas prises en compte dans l'évaluation des candidatures.

Les Candidats intéressés doivent produire les informations démontrant qu'ils sont qualifiés et expérimentés pour réaliser les présents Services.

Le caractère similaire des références sera analysé en fonction :

✓ **De l'ampleur des marchés** : seront notamment considérés les marchés supérieurs à 7 millions de francs comoriens.

✓ **De la nature des services** : études sur l'interopérabilité des systèmes de paiement, projets de digitalisation des recettes publiques, conception et mise en œuvre de solutions de paiement électronique et Mobile Banking, interfaçage avec des systèmes fiscaux ou publics.

✓ **Expérience générale** : 07 ans au minimum.

✓ **Expérience spécifique du cabinet dans le domaine** : 05 ans au minimum dans les projets liés aux services financiers numériques, Mobile Banking et systèmes d'information de gestion publique.

✓ **Organisation du consultant** : le candidat doit démontrer son approche méthodologique et sa capacité d'intervention par rapport à des missions similaires, à travers une fiche descriptive ou tout autre document présentant son expérience antérieure.

✓ **Les points forts et faibles du cabinet** : notamment l'expérience acquise dans la région, les partenariats avec les acteurs du développement et les institutions financières, ainsi que la capacité à mobiliser une équipe pluridisciplinaire compétente.

Projet d'Appui aux Systèmes d'Information de la Gouvernance Financière (PAGF-SI) dressera une liste restreinte de 4 quatre à six (6) Candidats maximum, présélectionnés sur la base des candidatures reçues, auxquels elle adressera la Demande de Propositions pour la réalisation des Services requis.

Les Manifestations d'Intérêt doivent être envoyées par courrier électronique aux adresses ci-dessous, pour le **28 octobre 2025 à 14h30 (heure de Moroni – Comores)**

Email : kawamih.m@pagfsi-km.com / mtitifakri.d@pagfsi-km.com

Les Candidats intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires à l'adresse mentionnée ci-dessous, aux heures suivantes : **du lundi au jeudi de 8h00 à 14h30 (heure locale) et le vendredi 11h (heure de Moroni – Comores)**

A l'attention du Coordonnateur National du projet PAGF-SI
MOHAMED KAWAMI HOUSSEINI BEN MOHAMED
Ministère des Finances, du Budget et du Secteur Bancaire
Place de l'indépendance
Unité de Gestion du Projet
Moroni - Union des Comores
É Bureau ((269) 773 80 67
Email : kawamih.m@pagfsi-km.com
mtitifakri.d@pagfsi-km.com